

16 - 30  
septembre  
2004

n° 220

onzième  
année

# CAMBODGE NOUVEAU

Politique • Economie • Finances



TOTAL

## Les batailles d'aujourd'hui

Le gouvernement, qui a défait les khmers rouges, qui a accompli depuis 10 ans un parcours au total remarquable, saura-t-il mener à bien les batailles plus diffuses d'aujourd'hui ?

Il a tous les pouvoirs. Une opposition qui ne peut pas faire obstacle; l'assistance continue des pays amis et des bailleurs de fonds; quantité d'études qui mettent bien le doigt sur les faiblesses à corriger; tous les plans, programmes et projets nécessaires pour bien baliser la route.

La question maintenant est de pousser les réformes dont il est question depuis si longtemps, de façon à gagner la bataille de la compétitivité: une administration efficace, transparente, une fiscalité performante, une justice qui donne confiance, une gestion rigoureuse des ressources naturelles comme la terre, le bois, le caoutchouc, un secteur privé qui respecte la législation, ... voilà les objectifs.

On est bien conscient de la difficulté. Les progrès qu'il s'agit de réaliser sont mal visibles, mal mesurables sur le court terme. Ils se heurtent aux habitudes, aux réseaux, et à des intérêts bien établis, formant un enchevêtrement mal saisissable. Il est plus difficile de mobiliser les énergies pour ces combats-là que pour une bataille en terrain découvert contre un ennemi bien apparent.

Au gouvernement de donner l'impulsion, de créer et d'entretenir le mouvement. Tout le monde en est conscient: l'avenir du Cambodge dépend de ces batailles-là.

C.n.

## Dans ce numéro

### Libres propos

**Lao Mong Hay** sur divers sujets politiques: Claude Gour est-il un nouveau Gobineau ? - La liberté de la presse - le PSR aurait apporté du sang neuf - Réformer: une question de survie

## la Confection après le 1er janvier 2005



- La Chine n'est pas un ogre
- Aucun signe inquiétant au Cambodge:  
exportations, emploi  
investissements :  
les chiffres à la mi-septembre

## Contre la pauvreté, favoriser le bon business:

### le rapport de la Banque mondiale

- Les dessous-de-table aujourd'hui comme hier ...
- Les douanes, principal prédateur
- **Indochine Insurance**: entrée de la MACIF
- **Itinéraires**: à travers les Cardamomes, de Veal Veng à la frontière thaïlandaise
- livre: "La mondialisation au-delà des mythes"

## Sommaire

Lao Mong Hay  
libres propos

La Confection après le 1er janvier 2005

Banque mondiale sur le business  
et la corruption

p. 2

pp. 3-4-5-10

pp. 6-7

Itinéraires: à travers

les Cardamomes

Livre: « la mondialisation  
au-delà des mythes »

A Propos ... Médias

pp. 8-9

p. 11

## Libres propos ...

# Lao Mong Hay, Centre pour le Développement Social, chef de l'unité Droit sur divers sujets politiques

J'ai lu l'article de Claude Gour sur la "loi additive" à la constitution (cn 219). Est-on sûr que notre "homme fort" Hun Sen n'a pas exploité le professeur Gour pour renforcer encore son pouvoir ? On a eu jadis Gobineau, et sa théorie sur les races a été exploitée par Hitler. Gobineau n'en a pas été responsable. Mais Claude Gour, avec la doctrine qui soutient la loi additive, s'est engagé bien davantage, il a coopéré intentionnellement avec le pouvoir. Niera-t-il être un autre Gobineau ? J'espère que cette coopération ne va pas renforcer la dictature actuelle.

"Dictature" est un mot sans doute exagéré. Disons qu'il y a des éléments de dictature et des éléments de liberté, par exemple la presse écrite. J'ai apprécié que le gouvernement admette les critiques de la presse, attitude d'ailleurs reconnue par *Reporters Sans Frontières* qui, concernant la liberté de la presse, situe le Cambodge en tête des 10 pays de l'ASEAN, au 81ème rang sur 160 pays recensés, juste devant la Thaïlande.

Il est vrai aussi que nous n'avons pas de prisonniers politiques. Mais il y a eu des assassinats "liés à la politique": c'est difficile à prouver dans un sens ou dans l'autre. Seulement, on aimerait que la police n'affirme pas aussitôt s'il s'agit d'un assassinat politique ou non. C'est trop rapide ! Que l'on reste prudent ! Cela manque de transparence !

Le PSR: j'aurais préféré qu'il participe au gouvernement. Le gouvernement a besoin de sang nouveau, le PSR l'aurait apporté. Et si le PSR avait réussi à se tenir droit, comme il l'a prêché, il aurait pu y avoir des changements. Au moins un peu. Et puis on aurait vu si les gens du PSR sont honnêtes ou non, et ça aurait pu être un atout pour le PSR.

Je regrette aussi qu'aucun membre du PSR ne participe aux travaux des commissions parlementaires. On ne respecte pas un principe fondamental du fonctionnement de l'Assemblée nationale: la participation des opposants à ces travaux. Dans l'Ontario, non seulement l'opposition participe, mais c'est un représentant de l'opposition qui est à la tête de la commission du budget. Chaque année le con-

seil du budget travaille avec la Cour des comptes et lui soumet son rapport sur le budget. Il y a ainsi un système tout à fait transparent, qui ne dépend en rien des questions de personnes.

### Le professeur Claude Gour est-il un nouveau Gobineau ?

Concernant la vie politique de cette nouvelle législature, nous avons, au Centre pour le Développement Social, un programme d'observation des débats parlementaires. Il n'y a plus de compte-rendus officiels, qui jouaient le rôle de *Journal Officiel*, comme c'était le cas dans les années 1950-60. Il n'y a pas de transcription directe des débats. Une bonne chose: si l'Assemblée nationale fonctionne bien, elle pourra entendre les ministres une fois par semaine, et le Premier ministre Hun Sen s'y présentera lui aussi chaque semaine. Mais je crois qu'on est mal partis ...

Les circonstances nationales et internationales ont beaucoup changé, elles forcent nos dirigeants à agir vite, par exemple pour les lois anti-khmers rouges, anti-corruption ...

### Les circonstances nous obligent à réaliser les réformes vite; c'est une question de survie

Le Premier ministre en a reconnu la nécessité, il l'a dit déjà deux fois: "*si nous ne réalisons pas les réformes vite, nos chances de survie sont de 10 %*". Si nous réformons vite, elles sont de 90 %. Un ministre l'a dit aussi: "*c'est une question de survie*". Bref, qu'ils le veuillent ou non, ils y sont obligés. Nous voici dans la mondialisation, c'est à dire dans des zones de libre commerce, nous devons soutenir la compétition bien équipés, alors que notre administration et nos institutions publiques sont comme un boulet aux pieds du Cambodge. Il faut les réformes, nous n'avons pas le choix.

Il faut une meilleure communication, entre les institutions nationales et le public, un meilleur interface. Prenez l'état-civil: enregistrer une naissance, c'est compliqué, il faut attendre ... Dans l'Ontario, il y a un règlement qui dit que l'administration doit répondre aux appels téléphoniques "avant la troisième sonnerie", et c'est réalisé à 90 %. Qu'il faut répondre aux lettres dans un délai maximum de 25 jours à partir de leur réception, et c'est réalisé à 80 - 90 %.

## A PROPOS...

### Prévisions de croissance

Après la publication de certains commentaires orientés, le FMI a répété les chiffres précédemment avancés: après 5,3 % de croissance en 2003 (bon chiffre dû notamment à une bonne récolte de riz), probablement 4,3 % cette année, et un probable ralentissement en 2005 à cause de la fin des quotas qui pourrait affecter la

confection. La croissance reprendrait ensuite sous l'effet des réformes (cn 214). Le Cambodge a beaucoup progressé depuis 10 ans, reconnaît le FMI, à cause d'une aide extérieure massive (12% du PNB), d'une bonne gestion, et des accords d'exportation avec les Etats-Unis (système des quotas). Il rappelle aussi que 40 à 50 % de l'aide extérieure va en salaires d'experts étrangers; et que le Cambodge doit aug-

menter ses recettes fiscales. La prochaine réunion du Groupe consultatif (CG) des bailleurs de fonds (celle de 2003 n'a pas eu lieu) se tiendra en décembre. Les bailleurs pourraient être plus exigeants que précédemment.

### OMC/WTO: accord ratifié

L'accord marquant l'entrée du Cambodge dans l'OMC/WTO a été ratifié par l'Assemblée nationale et approuvé par le Sénat. Le Cambodge devient

effectivement membre de l'OMC 30 jours après que le gouvernement lui a notifié cette ratification.

### Loi additive: légale ?

Le président du Conseil constitutionnel M. Bin Chhin a répondu le 9 septembre à la demande des députés de l'opposition: le Conseil constitutionnel n'a pas à se prononcer sur la constitutionnalité de la "loi additive" à la constitution (cn 219) parce qu'elle a la

# la Confection

## après le 1er janvier 2005

**L**orsque le 31 décembre prochain prendra fin le système des quotas qui depuis 30 ans protège les marchés des pays riches des importations à bas prix des pays moins avancés, que se passera-t-il ? Il s'agit au total d'un marché de presque 500 milliards de dollars, et de dizaines de millions d'emplois.

Les avis sont très partagés. Tout le monde s'inquiète.

Les producteurs de textiles et de vêtements des pays industrialisés, américains, européens, en premier lieu. Ils vont perdre toute protection. Ils prévoient évidemment une invasion désastreuse de textiles et de vêtements à très bon marché contre lesquelles ils ne peuvent pas être compétitifs, c'est à dire fermetures d'usines et chômage; un processus que l'on connaît depuis longtemps.

Le grand bénéficiaire de la fin des quotas, selon une étude de l'OMC/WTO (*Far Eastern Economic Review* 9.8), ce sera la Chine, parce qu' "elle a la meilleure infrastructure; elle dispose sur place de tous les matériaux et accessoires nécessaires; une organisation financière et commerciale raisonnablement efficace, et qui progresse".



La part des produits chinois sur le marché américain passerait, selon cette étude, de 16 % en 2002 à 50 %. Leur part sur les marchés européens de 20 % à 29 % en 2005.

Autre grand bénéficiaire: l'Inde, dont la part sur le marché américain, qui n'était encore que de 4% en 2002 passerait à 15% dès 2005. En Europe, les produits indiens passeraient de 5 % à 9 %.

Parmi les pays qui seraient victimes du nouveau système:

### A PROPOS ...

même valeur que la constitution elle-même. La compétence du Conseil constitutionnel porte sur la constitutionnalité des lois ordinaires.

#### Sam Rainsy proteste

Aucun des 24 députés du PSR ne fait partie des 9 commissions de l'Assemblée nationale. Des 7 membres de chaque commission, le président et le vice-président ont été nommés lors du vote bloqué; les 5 autres

membres sont élus par les députés.

Le président du PSR Sam Rainsy observe que les institutions supposées servir l'ensemble de la nation sans biais politique, le Conseil constitutionnel, le Conseil suprême de la magistrature, le Comité électoral national, l'Autorité nationale d'audit, ne comptent aucun membre du PSR. A quoi s'ajoute que CPP et Funcinpec vont se partager tous les postes de chefs de village. "La façade

democratique s'écroule" (*lettre au Cambodia Daily* 7.9).

#### L' Alliance toujours ?

L' Alliance des Démocrates reste solide, après l'exclusion de son président Norodom Ranariddh, a déclaré le président du PSR et vice-président de l' Alliance Sam Rainsy à son retour de France et des Etats-Unis le 2 août. Selon le prince Ranariddh cependant (interview à l'émission TV *Rendez-Vous* le 9 septembre) qui a été

président de l' Alliance, "on ne peut plus parler d' Alliance des Démocrates. Mais il reste des démocrates, les démocrates royalistes sont au Funcinpec, les autres au PSR".

#### L' AIPO à Phnom Penh

283 délégués de l' Organisation Interparlementaire des pays de l'ASEAN se sont réunis du 13 au 17 septembre.

**tous les producteurs y perdent sauf la Chine et l' Inde ...**

Selon cette étude toutefois quelques pays progresseraient jusqu'à conquérir une part non négligeable du marché américain: la Thaïlande, le Sri Lanka. Ce dernier point peut servir de signe encourageant pour le Cambodge: certains pays survivront à la tempête, s'ils savent s'y préparer.

### importateurs contre producteurs

Les choses ne sont pas si simples cependant, elles ne se résument pas à une compétition entre pays émergents pour conquérir le marché américain. La discussion est vive aux Etats-Unis même, entre les producteurs de textiles et de confection d'une part, qui prévoient une pleine catastrophe, c'est à dire que les produits chinois s'empareraient de 75 % du marché américain, causant la perte de 650 000 emplois, et les importateurs d'autre part qui contestent ces chiffres, tentent de rassurer, mais entendent pourtant user à fond de la fin des quotas pour acheter où ils veulent, aux meilleurs prix.

Les producteurs américains optent nettement pour la protection. Ils demandent que le système des quotas soit prolongé jusqu'en 2008 pour les produits les plus menacés; le règlement de l'OMC prévoit d'ailleurs de telles clauses de sauvegarde. Ils ont des arguments: après la suppression des quotas pour 29 articles, décidée en 2002, la part de ces produits chinois sur le marché américain est passée en deux ans de 9 % à 65 %. Il a fallu rétablir les quotas par exemple sur les soutiens-gorge. C'est un précédent inquiétant (cn 201 "USA: barrières contre la Chine ?"; cn 206: "la guerre des soutiens-gorge").

Pour renforcer leur position, les producteurs américains cherchent l'appui de "pays émergents" comme le Bangladesh et le Népal qui eux aussi craignent que la domination de la Chine ne ruine leurs propres activités. Ils savent, comme les importateurs américains, que les Chinois sont compétitifs dans tous les domaines: qualité, prix, rapidité des livraisons.

(suite page 4)

(suite page 4)

# la Confection après la fin des

(suite de la page 3)

Tout le monde n'est pourtant pas catastrophiste. Des importateurs américains soulignent que même s'ils visionnent davantage en Chine, ils continueront à acheter ailleurs aussi parce qu'il n'est pas bon de mettre tous ses oeufs dans le même panier, qu'il est prudent d'avoir plusieurs sources d'approvisionnement pour pouvoir faire appel à l'un ou l'autre selon les circonstances. La filière chinoise, qui semble aujourd'hui idéale, pourrait un jour connaître des problèmes, des modifications.

## La Chine n'est pas un ogre

Par exemple: si, à cause d'un trop grand succès chinois sur le marché américain, des mesures de freinage sont rétablies au titre de "clauses de sauvegarde", l'importateur américain doit pouvoir faire appel à d'autres producteurs; son intérêt est de garder une activité commerciale avec ces autres producteurs pour pouvoir passer de l'un à l'autre selon les circonstances.

Autre hypothèse: pour ralentir son rythme de croissance (9,7 % de rythme annuel pour les six premiers mois de 2004), la Chine pourrait prendre des mesures actuellement imprévisibles. Il se pourrait qu'elle réévalue sa monnaie, ce qui lui

ferait perdre de sa compétitivité. C'est un point souligné par le professeur E. Blanc (cn 211). Il y a déjà actuellement des signes d'inflation (rythme annuel 5,3 % en août)

Il se pourrait aussi que, pour éviter une ruineuse guerre des prix entre producteurs, la profession, en Chine, décide d'établir des prix-planchers. Cela permettrait aux producteurs d'autres pays de gagner en compétitivité.

Il se pourrait que, la main d'oeuvre qualifiée manquant, les salaires, pour l'attirer, soient augmentés.

Il se pourrait encore que les producteurs chinois qui jusqu'ici se battent sur les quantités et sur les prix, préfèrent passer progressivement à des produits plus "haut de gamme", avec davantage de valeur ajoutée, laissant aux producteurs moins avancés le marché des produits "bas de gamme". Les Chinois sont très capables de jouer la qualité, ils le démontrent dans nombre de secteurs économiques.

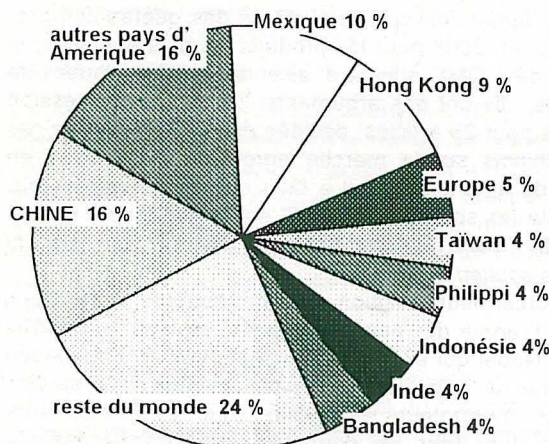
Un autre phénomène pourrait affaiblir la compétitivité chi-

(suite page 5)

... et quelques autres pays s'ils se préparent à affronter la tempête

## La fin des quotas le 31 décembre 2004 profitera à la Chine et à l'Inde

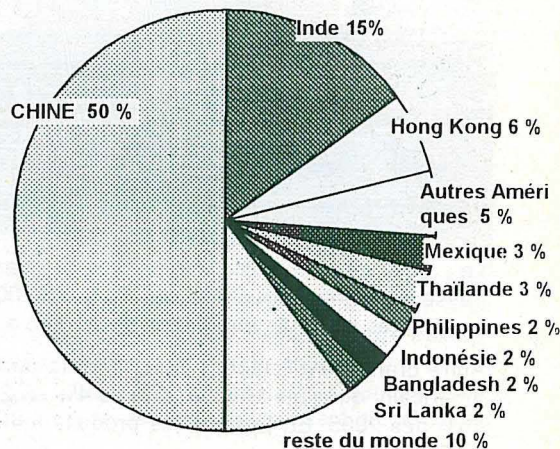
### Avant 2005



Sous l'effet de la suppression des quotas, la part de la Chine sur le marché américain du textile et des vêtements atteindrait à terme 50 %.

La plupart des autres producteurs seraient perdants, notamment le Mexique, les "autres pays d'Amérique", Hong Kong, Taiwan, le Bangladesh, l'Indonésie, l'Union européenne, le "reste du monde"... Apparaissent cependant la Thaïlande, le Sri Lanka. ... Le Cambodge n'est pas mentionné dans l'étude.

### après 2005



Source OMC/WTO - FEER 9.8.

## A PROPOS...

### comités

Les anciens comités dépendant directement du Conseil des ministres, qui devaient être supprimés parce qu'ils interféraient avec le travail des ministères, seraient finalement conservés et plusieurs seraient dirigés par d'anciens ministres Funicpec.

**Reprise de l'aide américaine**  
31 millions de dollars seront

consacrés à la lutte contre le sida et à la promotion de la santé dans les familles (29,56 millions de dollars) et à l'amélioration de la qualité de l'éducation de base (2 mio \$). Cette somme était retenue dans l'attente de la formation du gouvernement.

**Japon: port de Sihanoukville**  
Le Japon accorde au Cambodge un crédit de 39,2 millions de dollars pour financer notamment une seconde phase de travaux

au port de Sihanoukville. Le premier prêt, 40 millions de dollars en 1999, permet de porter à 240m le port à containers; les travaux seront terminés en 2005. Le second prêt permettra d'ajouter 160 m de quais et d'atteindre des performances internationales. Sihanoukville pourra traiter 350 000 containers par an, soit environ 3 millions de tonnes. Le gouvernement souhaite que le Japon aide aussi à la réhabilitation de la RN3 et à celle de la voie ferrée.

### Procès khmer rouges

C'est le ministre des Affaires étrangères Hor Nam Hong qui à la fin septembre prendra la parole à l'Assemblée générale de l'ONU sur le procès des khmers rouges. Le coût du procès (entre 30 et 60 millions de dollars) et son financement font encore question. La participation financière du cambodge sera minimale, a déclaré le Premier ministre.

(suite page 6)

# quotas le 1er janvier 2005

(suite de la page 4)

## le Cambodge peut s'en tirer, si ...

noise: le succès même de la confection chinoise, la production chinoise de coton, 6 millions de tonnes/an ne suffisant pas, oblige les producteurs à importer plus de coton: déjà cette année 2,5 millions de tonnes. Cette forte demande fera monter le prix du coton (comme monte, pour la même raison, le prix de quantités d'autres matières premières) donc le coût des produits. Cela favorise les pays qui produisent leur propre coton, comme le Bangladesh, le Vietnam, le Pakistan. C'est d'ailleurs pourquoi certains producteurs chinois installent des unités de production dans ces pays. On peut penser aussi que la Chine veillera d'elle-même à ne pas faire trop de dommages chez ses partenaires. Elle sait que si elle provoque trop de dommages chez les producteurs américains, il y aura ri-

poste. "Il ne faut pas voir la Chine uniquement comme une menace mais comme une chance d'en recevoir des investissements et de pouvoir y exporter" (interview Sok Chenda, secrétaire général du CDC, *cn 215*)



## Économie et géopolitique

En faveur des petits producteurs comme le Cambodge joue aussi la grande politique. Les dirigeants chinois ne souhaitent pas s'aliéner les pays environnants, bien au contraire, ils cherchent à s'y établir de façon pacifique, à créer une vaste zone de libre-échange bénéfique pour tous. L'idée, c'est de faire de ces pays des alliés et des partenaires, politique amicale rendue bien visible par des assistances concrètes que l'on peut voir par exemple au Cambodge. Il ne s'agit pas seulement de gagner plus ou moins de dollars, mais de grande stratégie à l'échelle régionale et mondiale.

Il est évident que les Etats-Unis tiennent de leur côté à conserver de bonnes relations avec le Cambodge, au cœur d'une région sensible. Ils n'y investissent pas, mais leurs achats font travailler plus de 200 000 personnes, cela crée des liens très forts. A l'inverse, si les Etats-Unis fermaient leur marché aux produits cambodgiens, l'effet serait désastreux non seulement pour l'économie cambodgienne mais pour l'image des Etats-Unis au Cambodge et dans la région. Plus important peut-être, une fermeture livrerait davantage le Cambodge à la Chine.

## aucun signe alarmant pour le Cambodge concernant l'après-quotas

Pour toutes ces raisons, les petits producteurs comme le Cambodge ne doivent pas se sentir condamnés à disparaître. Comme l'a dit le président du GMAC Van Su leng (*cn 210*) si le Cambodge corrige à temps ses faiblesses, c'est à dire la corruption qui grève le coût de la production, et les délais administratifs, les producteurs cambodgiens peuvent rester compétitifs même face au géant chinois. C'est du reste la prévision des conjoncturistes: la fin des quotas provoquera dans un premier temps une diminution de l'activité au Cambodge, mais ensuite, grâce aux réformes, la croissance reprendra à un bon

rythme (rapport du ministère de l'Economie et des Finances *cn 214* et dans ce n° p. 2).

Sans vouloir minimiser le péril de la période de turbulences qui s'annonce, ni se rassurer trop tôt, on peut faire quelques réflexions:

- on observe déjà qu'une part croissante des exportations du Cambodge se fait "hors quotas" (*E. Blanc cn 211*). Cela montre que les fabricants établis au Cambodge ont fait d'importants efforts, qu'ils ne dépendent pas uniquement du système des quotas, qu'ils sont déjà compétitifs dans un système de complet libre-échange.

- on observe aussi que certains fabricants américains songent à délocaliser une partie de leur activité, par exemple en Chine, mais aussi au Vietnam ... et au Cambodge (une joint venture Chine-USA a été agréée par le CDC).

- il apparaît encore que le Vietnam, très fort compétiteur (en 2003: 2,3 milliards de dollars d'exportations d'articles de confection vers les Etats-Unis, 500 millions vers le Japon, 650 millions vers l'Europe) va se trouver soumis aux quotas tant qu'il n'aura pas intégré la WTO/OMC. C'est un soulagement -provisoire- pour le Cambodge.

- en faveur des fabricants installés au Cambodge devrait jouer aussi cet argument, souligné par le président du GMAC Van Su leng (*cn 210*): les grands acheteurs américains, Gap etc ... poussés par les associations de consommateurs, sont de plus en plus attentifs aux conditions de travail dans les pays producteurs. Le Cambodge, qui respecte plus que la plupart le code du travail, qui est régulièrement contrôlé à ce sujet par l'ILO/OMT (*Organisation Mondiale du Travail*) pourrait s'en trouver récompensé. Il est dans ce domaine en avance sur la plupart des autres "pays moins avancés".

- il y a enfin les faits, qui sont plutôt rassurants: les investissements chinois dans la confection, déjà nombreux au Cambodge, ne ralentissent pas. Pour les 4 premiers mois de 2004, dans une ambiance assez morose à cause du blocage politique, sur 13 projets d'investissements agréés par le CIB (*Cambodian Investment Board*), 9 concernaient la Confection. Sur ce nombre 3 étaient chinois, dont un particulièrement important de 14,6 millions de dollars comportant aussi filature et tissage (*cn 215*).

A la mi-septembre 2004 la confection ne donne aucun signe

(suite page 10)

# Contre la pauvreté

**L**a Banque mondiale a publié en juin un rapport sévère sur l'économie du Cambodge. Ce n'est pas la première fois. Déjà en avril un rapport de la Banque mondiale écrivait:

*"Alors que la plupart des autres pays de la région ont vu diminuer le nombre de gens vivant en-dessous de la ligne de pauvreté (1 dollar par jour), le nombre des Cambodgiens pauvres continue à augmenter. Il est estimé à 5,6 millions, soit environ 43 % de la population du Cambodge, contre 38 % en 1992 et 36 % en 1998.*

*"Compte tenu d'une augmentation de la population proche de 3 % par an, le taux de croissance de l'économie ne suffit pas à assurer le progrès. Le nombre des pauvres pourrait passer à 5,8 millions en 2005, soit 45 % de la population".*

Peu auparavant un rapport de l'Asian Development Bank disait à peu près la même chose: la pauvreté s'aggrave. La pauvreté a fait d'ailleurs l'objet de quantité d'études, du PNUD (cn 193, 198), du WFP / PAM (cn 196), de l'ADB (cn 201, 180), du FMI (cn 141) ... Rappelons que le NPSR, Plan de Réduction de la Pauvreté, *National Poverty Reduction Strategy*, lancé en mars 2003, est désormais le cadre dans lequel s'inscrit la politique économique et financière du Cambodge (cn 208).

## Pourquoi la pauvreté ne recule pas

On peut trouver bien des explications à cette stagnation du niveau de vie. Le fait fondamental, d'abord: le baby boom arrive dans un pays où les dévastations humaines et matérielles causées par la période khmère rouge n'ont pas encore été compensées, où, à la différence des pays voisins, il a fallu reconstruire les fondations: infrastructures, institutions, législation, réorganisations sociales de grande ampleur comme l'absorption de réfugiés, la démobilisation, etc ... Il n'y a pas eu progrès chiffrable du niveau de vie, surtout dans les campagnes, mais tout de même la sécurité dans tout le pays, la démocratie installée pour la première fois, la reconstruction des routes par exemple, ou encore la réémergence reconnue du Cambodge sur le plan régional et international, ce n'est pas rien. Pas de progrès en 10 ans ? Cela ne peut être soutenu que par des gens qui n'ont pas connu le Cambodge d'il y a 10 ans.

On peut dire aussi que les progrès ont concerné surtout Phnom Penh, où ils sont bien réels, et où apparaît une classe moyenne. Ils vont dans les années qui viennent concerner aussi les villes de province (cn 219).

On peut dire aussi que le Cambodge a été victime d'une série d'épreuves particulières: crise financière, inondations, SRAS, ...

On peut dire encore que, maintenant que les fondations ont été reconstruites, on va faire porter l'effort sur l'éducation,

sur la santé, composantes très importants de l'indice de pauvreté mais dont les effets n'apparaissent que lentement. Et puis, en même temps qu'on lutte contre la pauvreté, on

doit lutter pour la richesse, tout faire pour favoriser les investissements, créateurs d'emplois: c'est de cette façon saine que les Cambodgiens, par leurs propres efforts, se dégageront progressivement de la pauvreté et de l'assistance internationale.

## Avant le CG des bailleurs de fonds

Dernières réflexions: en publiant ce rapport sévère la Banque mondiale veut peut-être aussi répondre à diverses critiques, par exemple celles qui concernent les fonds de la démobilisation. Les bailleurs ne veulent pas passer pour des benêts qui distribuent l'argent en aveugles, sans s'intéresser à ce qu'en font les bénéficiaires.

Et encore: il s'agirait là des manœuvres habituelles qui précèdent toute réunion des bailleurs de fonds. La prochaine réunion du CG, Groupe Consulatif des bailleurs de fonds, aura lieu en décembre. Les bailleurs veulent bien marquer que l'aide n'est pas "automatique", que le gouvernement doit s'engager à faire effort lui aussi. Avant la réunion, c'est de bonne tactique, on lui "met la pression".

Une fois de plus les bailleurs préviennent: l'aide sera liée aux efforts du Cambodge pour réaliser les réformes nécessaires: administration, justice, corruption. Si le gouvernement cambodgien ne conduisait pas ces réformes à un bon rythme, les bailleurs pourraient combattre la pauvreté sans passer par le gouvernement. Il doit notamment passer la loi anti-corruption et l'appliquer. Si le Cambodge ne réussit pas à accélérer les réformes cela coûterait très cher aux pauvres, et à l'avenir du Cambodge. Les bailleurs pourraient -sans abandonner le Cambodge- s'occuper davantage d'autres pays plus méritants.

Les bailleurs ont le sentiment que les responsables cambodgiens n'ont pas pris au sérieux jusqu'ici leurs demandes, qu'on les a éludées, esquivées. Il y avait sans doute des raisons; leur sentiment est qu'il n'y en a plus. Il faut maintenant cesser de manoeuvrer, de tergiverser.

## Une assistance mieux contrôlée

Il ne faut pas être trop inquiet: la plupart des programmes d'assistance sont de longue durée, par exemple ceux qui concernent les infrastructures. On ne va pas les interrompre. Mais peu à peu la surveillance et le contrôle progressent; évolution d'autant plus nécessaire que vient d'apparaître au sein du FFW/PAM un scandale concernant la distribution de riz dans le cadre du "food for work".

(suite page 7)

## A PROPOS ...

Une mission de l'ONU viendra à Phnom Penh pour discuter du coût du procès et de la sécurité lorsque l'accord ONU-gouvernement cambodgien, adopté par le Conseil des ministres, aura été ratifié par l'Assemblée nationale.

### Conseil constitutionnel

Le président du Conseil constitutionnel Bin Chhin a été réélu par ses collègues le 27

août pour un second mandat de 3 ans.

### Inspections

Depuis le 1er septembre le système d'inspection douanière a été simplifié. Camcontrol (ministère du Commerce) et les Douanes font une inspection conjointe au lieu de deux séparées. Le gain de temps est apprécié par les entreprises.

### Casinos nouveaux ?

3 autorisations de construire un casino à l'extrémité sud de la nationale 21, à Chrey Thum, frontière avec le Vietnam, ont été déposées. Un pont doit être construit sur le Bassac. Néanmoins, il est en principe interdit de construire des casinos à moins de 200 km de Phnom Penh et Chrey Thum n'est qu'à 75 km. Ce qui fait naître ces demandes, c'est que le casino de Bavet, à la frontière du Vietnam sur la RN1, a commencé à être

bénéficiaire après une période de pertes.

### RN7 Kratie - Laos

Les travaux de réhabilitation de la RN7 de Kratie à la frontière du Laos, 198 km, financés par la Chine, doivent commencer en octobre. Ils dureront environ 3 ans.

### Deux librairies

Mekong Libris va ouvrir une librairie à Siem Reap. Le CCF va en créer une rue Keo Chea sous le cinéma.

# favoriser le bon business

## le business au Cambodge selon la Banque mondiale

**D**e quoi se plaignent les entreprises établies au Cambodge ? Le dernier rapport de la Banque mondiale repose sur une enquête menée auprès de 800 entreprises. Il a déjà été cité, mais il est utile de rappeler sur quels points le gouvernement doit faire porter ses efforts pour que le Cambodge devienne compétitif, et pour que les investisseurs y viennent. Actuellement le Cambodge n'est guère compétitif. Une étude montre que la valeur ajoutée y est bien plus faible qu'elle ne l'est au Bangladesh, au Pakistan, en Inde, en Chine.

Cela tient pour une bonne part aux faiblesses de la "gouvernance", c'est à dire aux institutions et à la réglementation.

### La corruption, première des "contraintes"

Parmi les 10 principales "contraintes" désignées par les entreprises interrogées, la **corruption** vient en premier. Elle est citée par presque 80 % des 447 sociétés qui ont répondu. Viennent ensuite "délits, vols, désordres" (70 %), "pratiques frauduleuses, infractions" (65%), "imprécision de la législation", "système juridique, mauvaise résolution des conflits", "douanes et législation commerciale", "administration fiscale", "taux de la fiscalité", "instabilité macro-économique", "enregistrement des sociétés et permis d'opérer".

La corruption apparait donc comme le problème majeur. Les dessous-de-table atteindraient en moyenne 5 % de la valeur des ventes des entreprises et dépasseraient 6 % pour les sociétés plus importantes, un coût dépassant pour certaines celui du carburant.

#### Moyennes estimées des "paiements officiels"

Sociétés étrangères	6,9 %
Grandes entreprises	6,1 %
PME	5,5 %
micro-entreprises	4 %
informel villes	2,3 %
entreprises rurales	1,3 %

Le rapport observe que les dessous-de-table au Cambodge ne sont pas destinés comme ailleurs à tourner les règlements ou à accélérer les formalités, ils sont plus simplement des prélèvements constituant des rentes, établis à proportion de la rentabilité de l'entreprise, de sa taille, du nombre de ses employés.

Les dessous de table seraient selon cette enquête plus du double de ce qu'elles sont au Bangladesh, au Pakistan, en Chine.

### Les dessous-de-table: autant que l'Education nationale, la Santé et la Justice ?

Admettant que le montant des dessous-de-table est en moyenne de 5,2 % de la valeur des ventes des entreprises, le total dépasse celui des dépenses faites par le gouvernement pour l'Education, la Santé et la Justice réunies. Encore les dessous-de-table ne sont-ils pas la seule forme de corruption.

#### Principaux prédateurs: justice, Douanes, Impôts

Parmi les institutions officielles, c'est le système judiciaire qui est le plus souvent cité comme corrompu. Suivent les douanes, les impôts, la police, le bureau du GSP, *general trade preference office*, l'armée, le conseil des ministres, l'inspection avant chargement, l'Assemblée nationale, le CDC, le système hospitalier, etc...

Rappelons qu'une enquête de la Banque mondiale réalisée en 1999, sur la demande du gouvernement, auprès des particuliers et des entreprises (*Cambodia, Governance and Corruption Diagnostic*), publiée en 2000, mettait déjà la corruption en tête des problèmes rencontrés. A l'époque, les entreprises désignaient comme les plus grands prédateurs, dans l'ordre: la justice, les douanes, les impôts ("*Entreprises, quels problèmes?*", *cn 149*). Cet ordre n'a pas changé.

Il était alors estimé que les dessous-de-table coûtaient aux entreprises étrangères 46 500 dollars par an, en moyenne, (dont 95 % allaient aux douanes), soit 3,8 % de leurs revenus (*cn 149*). Les taux auraient donc augmenté. Rappelons aussi qu'à l'époque on avait demandé leur avis aux fonctionnaires, qui avaient répondu avec beaucoup de franchise sur les causes de la corruption et les moyens de la combattre.

C.n. (à suivre)

## des SOLUTIONS SUR MESURE

A tout-moment, du conseil à la conception, de la réalisation à l'entretien, les ingénieurs et techniciens de Comin Khmère assurent dans les meilleurs délais un service sur mesure.

Des installations mécaniques et électriques gérées avec un professionnalisme ayant fait ses preuves et en qui vous pouvez avoir confiance: une garantie qui a fait notre notoriété.

Comin Khmère, la première entreprise d'ingénierie au Cambodge.

tel: (+855 23) 426 056 cksales@comin.com.kh www.cominkhmere.com



**comin khmère**

électricité • climatisation • eau



## Dernières nouvelles des Cardamomes

# de Veal Veng à la frontière thaïlandaise

**C**e bel itinéraire à travers la partie la plus haute du massif des Cardamomes est réservé, disons-le d'emblée, aux motos déjà expérimentées, surtout en saison des pluies. Comme l'état de la route change assez vite selon la météo, on fera bien de demander à Veal Veng si elle est praticable ou non.

### Phnom Penh – Pursat

Par l'excellente RN5, les 186 km peuvent être parcourus en 2h30. On peut faire étape à Pon Leu. Quatre ponts sont encore en cours de construction dans les derniers 20 km, ils ne ralentissent pas l'allure.

### Pursat – Veal Veng

L'embranchement de la route vers Veal Veng se trouve sur la RN5, à gauche, à 3,5 km à partir du pont qui marque le centre-ville. La piste latérite, nommée nationale 56, renommée 155a, d'abord plein sud, est assez bosselée par les intempéries dans la première partie, une voiture ordinaire y roule à 40-60 km.

Après environ 32 km, **Samraong** et **Praek Muoy**, la route devient est-ouest. Environ 21 km après Samraong, à gauche, une piste, signalée, permet l'accès à la baignade de **Kahrohn** (ou Kamraoy), dans le stoeng Pousa: quelques km de piste suivis de quelques centaines de m. à pieds dans une forêt de bambous (cn 196).

La route commence à monter, mais modérément; la végétation est plus dense. On croise des champs de mines bien signalés. La piste est bonne, on y roule à 50-60 kmh. Très peu d'habitations, très peu de circulation, à l'exception de quelques pick-ups de transport collectif.

On entre dans le "sanctuaire de vie sauvage du Phnom Samkus", qui s'étend vers l'ouest jusqu'à la frontière de la Thaïlande.

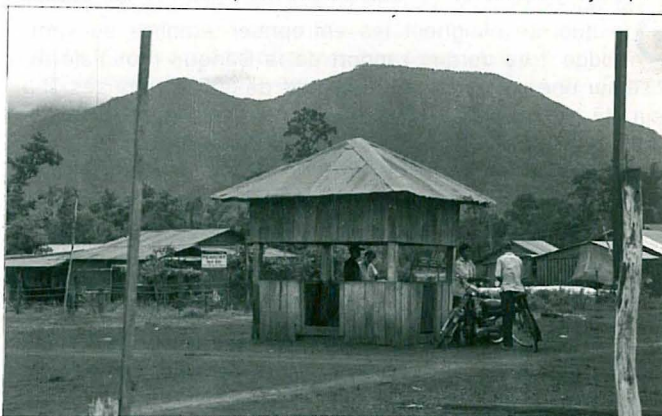
La première agglomération importante est Veal Veng Pramaoy, un vaste carrefour avec une guérite au milieu.

Le trajet depuis Pursat, 111 km, a été parcouru en 2h45. Malgré quelques passages très boueux, il n'offre donc pas de grande difficulté, même en pleine saison des pluies.

### Veal Veng / Pramaoy

Veal Veng c'est un croisement de routes sur fond de montagnes, une centaine d'habitations dans le hameau, et

peut-être 2000 familles au total dans les environs. Il y a une guest-house (5000 riels) quatre modestes restaurants, et même un karaoké; du carburant. Electricité jusqu'à



Veal Veng place centrale

9h30. Le téléphone mobile ne passe pas. Altitude environ 250m.

A partir de Veal Veng **vers le sud**, une piste permet en principe de rejoindre Koh Kong, à 156 km plein sud. En fait, en voiture, à la saison sèche, on ne dépasse pas Au Som, à environ 26 km; "à moto, on peut passer".

**Vers le nord**, vers Samlaut, une piste "qui n'a pas été entretenue depuis Lon Nol": environ 70 km dont 35 très mauvais, praticable seulement à moto ou en camion. En saison des pluies: environ 5 heures pour une moto normale. "Une moto sportive mettrait peut-être moitié moins de temps".

**Vers l'ouest**, à la saison sèche, une voiture peut aller jusqu'à la frontière thaïlandaise. A la saison des pluies, l'itinéraire n'est praticable qu'à moto (voir ci-après).

La faune? Les témoignages abondent: il y a deux ans, au lieu-dit du "Chinois qui pleure" sur la route de Pursat, la patronne du restaurant a vu un tigre au milieu de la route, et tous les passagers l'ont vu comme elle; il était 7 heures du soir. Les crocodiles: il y en a. L'année dernière une jeune fille a été attaquée par un crocodile dans la rivière, on ne l'a plus jamais revue. Un autre témoignage: "j'ai vu 44 sangliers qui traversaient la route qui va vers la Thaïlande, je les ai bien comptés".

### Veal Veng – Thma Da (frontière thaïlandaise)

La piste, en gros est-ouest, est d'abord facile, en montée et virages peu accentués dans un environnement très verdoyant de forêt claire; à moto on y roule à 60 kmh (et 80kmh à la descente!). Beaucoup de rivières, que l'on passe sur des ponts métalliques en bon état. Quelques champs de mines bien signalés. La forêt devient plus dense à mesure que l'on progresse. Malgré quelques fondrières et passages rendus glissants par la pluie, cette piste est très carrossable par des voitures ordinaires jusqu'à Stung Ruessei, à une trentaine de km de Veal Veng. Cultures sur brûlis.

Après stung Ruessei la route s'oriente vers le sud, on entre dans un environnement plus sauvage, une forêt plus dense, avec des habitations encore plus rares. La pente devient forte, la route taillée dans la pente très raide de la montagne monte en lacets sur plusieurs km, avec quelques passages





boueux difficiles, fondrières et ornières profondes, et des vues superbes sur un paysage de montagnes et de jungle. Beaucoup de ruisseaux, de cascades et cascadelles, de ponts sur des torrents qui empruntent parfois la route.

Cette route a été réhabilitée par l'armée en 2003, non sans mérite, mais elle est déjà très dégradée par la pluie et les passages. Certains effondrements l'ont échançrée jusqu'à la moitié, quelques sections de boue profonde sont presque impassables.

On parvient au col, qui pourrait être à 950 m d'altitude, 2 heures après avoir quitté Veal Veng. On a donc gravi environ 700 m.

La pente semble plus raide de l'autre côté du col, avec de sévères fondrières. Environ 15 minutes après le col on arrive à un torrent important, dit stueng Kat, où le pont métallique, a été emporté par une crue. Il est allongé en vrac, avec ses piles, en aval. La traversée demande quelque temps. Les voyageurs traversent à pieds, partie dans l'eau partie sur une planche posée sur deux pierres. Pour le matériel, ce sont des spécialistes postés là qui se chargent de faire passer les motos. Stueng Kat est le point qui interdit l'itinéraire à une voiture, même un 4x4, lorsque les pluies gonflent la rivière.

La piste de terre au-delà reste très carrossable, malgré des passages boueux laborieux. On traverse dans une vallée une large rivière par un pont métallique (poste militaire)



Le pont est juste au milieu de la photo

avant de remonter de nouvelles fortes pentes, creusées d'ornières profondes, jusqu'à une altitude de 570 m environ. Nouvelle large rivière, le stueng Me Tak avec un grand pont métallique (poste militaire). Encore une belle rivière gonflée par les pluies, et l'on est à quelques km de Thma Da.

Du modeste hameau de **Thma Da** jusqu'au poste de douane, à la sortie du village, un petit pont de planches hasardeux et une route - fondrière interdisent le passage à toute voiture.

De Veal Veng à Thma Da, le trajet à moto d'environ 75 km a duré un peu moins de 4 heures. Par temps sec, il devrait être nettement plus court. Le trajet retour : un peu plus de 3 heures quoique effectué pour une bonne part sous la pluie.

Le poste de douane de Thma Da est à environ 5 km de la frontière. Comme cette portion de route est très mauvaise, et à cause des ponts manquants, il n'y a pratiquement aucune circulation. Le passage en Thaïlande est néanmoins autorisé, avec un passeport en règle et un

permis de l'autorité militaire locale.

Il existe en fait un autre poste-frontière, **Cha Mouy**, environ 20 km plus au nord (et donc à environ 85 km de Veal Veng). L'embranchement se situe à quelques km avant d'arriver



Stueng Kat réservé aux spécialistes

à Thma Da. A Cha Mouy il n'y a pas de village, mais un poste militaire, dans la forêt. La route latérite est meilleure, praticable en 4x4. Le passage en Thaïlande est possible aux mêmes conditions. En fait, à cause du pont cassé de stueng Kat, il n'y a pas de trafic en saison des pluies.

C.n., voiture et moto, 1. 8 2004

Les articles publiés dans cette rubrique "Itinéraires" (19 parus à ce jour) constituent un prolongement et une mise à jour du Guide Total des Routes du Cambodge (2ème éd. 2004-2005).

**A Phnom Penh** le Guide est en vente à la librairie Mekong Libris, au Centre Culturel rue Keo Chea, à la librairie de l'hôtel Cambodiana, à la librairie de l'Aéroport International de Phnom Penh, à la librairie Monument Books, dans les boutiques des stations Total, chez Thal Huot Iod Monivong.

**À Siem Reap**: Aéroport International, FCC, Angkor Village, River book ...

**A Paris** aux éditions Kaïash, 69 rue Saint-Jacques (5ème), à la librairie Voyageurs du Monde, 55 rue Sainte-Anne (2ème), à la Cartothèque du Vieux Campeur, rue Jean-de-Beauvais, 75005, à la librairie Itinéraires, 60 rue Saint-Honoré (1er), aux éditions L'Harmattan, 16 rue des Ecoles (5ème).

**A Bangkok**, le Guide sera prochainement en vente dans les 14 magasins de la chaîne Bookazine.

**des idées à 360°**

**Air, Mer, Route Transport**  
**Dédouanement**  
**Projet Industriel, Entrepotage**  
**Groupage hebdomadaire**  
**Service Porte à Porte, Déménagements Internationaux**

**SDV Cambodia Ltd.**  
 22 rue 240, Phnom Penh, Cambodge  
 Tél: +855 23 427 955 Hp: +855 12 612 677 Email: [prh.ops@sdv.com](mailto:prh.ops@sdv.com)  
 SDV Logistique Internationale - 500 bureaux sur 5 Continents  
 Groupe Bolloré

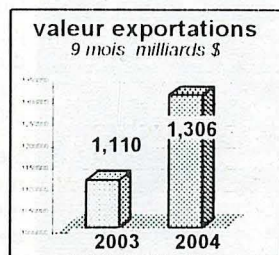
# La Confection après les quotas

(suite de la page 9)

de ralentissement. Les chiffres sont convaincants (tableaux stat.). On voit que d'une année à l'autre, les



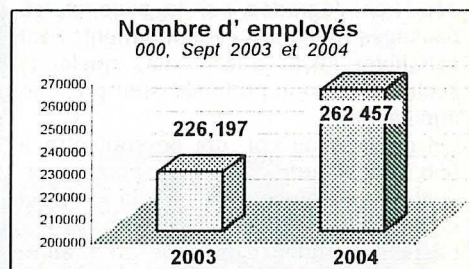
quantités exportées ont progressé de 22,5 %. La proportion est



presque identique en valeur: 1,110 milliard de dollars pour 9 mois 2003 et 1,306 milliards pour 9 mois 2004.

Quant au nombre d'employés dans la Confection, qui est évidemment un indicateur sensible entre tous, il n'est pour l'instant nullement alarmant. De septembre 2003 à

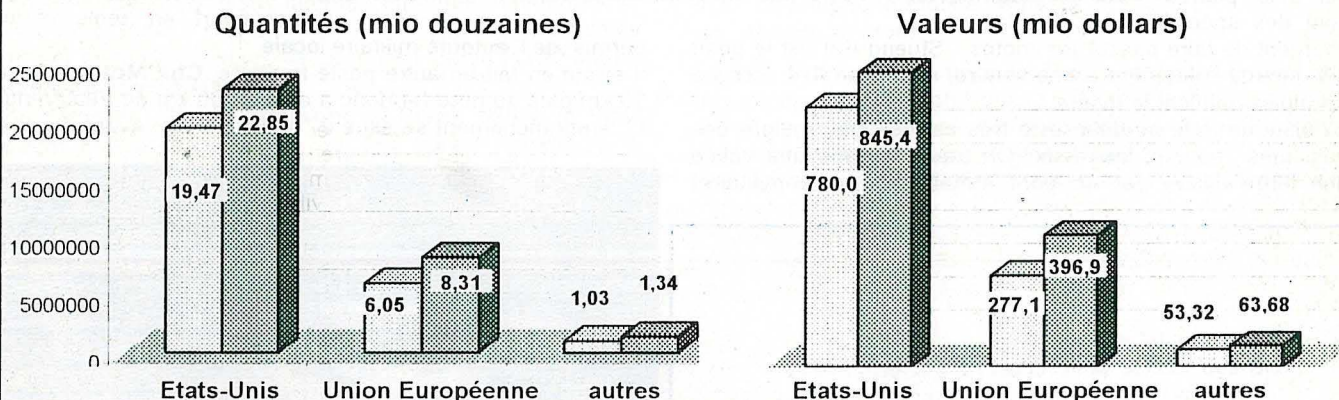
septembre 2004, le nombre des employés est passé de 226 197 à 262 457 personnes, soit une augmentation de 16,03 %. Le nombre des usines de Confection est passé de 192 à 209, une augmentation de 8,85 %, ce qui indique que le nombre moyen d'employés par usine augmente



Une autre indication: les transporteurs que nous avons contactés, SDV-Nedloyd, Narita, sont en pleine activité et ne sont pas inquiets pour les mois qui viennent.

Sources: C.N., GMAC, min. du Commerce direction du Trade Preference Department, Far Eastern Economic Review, etc ...

## Confection exportations du Cambodge 9 mois 2003 et 2004



On voit que pour les neuf premiers mois de l'année la progression des exportations est forte de 2003 à 2004, tant pour les quantités que pour la valeur: pour les quantités le progrès a été de 17,34 % vers les Etats-Unis, de 37,29 % vers l'Union Européenne, de 33,1 % vers le reste du monde. Au total le progrès a été de 22,5 %. (source: min. du Commerce, Trade Prefer.)

## Indochine Insurance entrée de la MACIF

Voilà Indochine Insurance rassurée sur son avenir. Cette entreprise créée par Philippe Lenain en 1994 est de loin la première compagnie d'assurance au Cambodge, avec environ 65 % du marché, 50 employés, un chiffre d'affaires de 4 millions de dollars (dont 3,4 de primes). Elle a obtenu sa licence de plein droit en février 2003 (cn 188).

La loi sur l'assurance de juillet 2001 cependant, et le sous-décret d'application, en exigeant pour toute compagnie d'assurance un capital de 7 millions de dollars, et un dépôt de 700 000 dollars à la banque nationale, a mis dans l'embaras les trois compagnies privées existantes.

Le principe du capital et du dépôt obligatoires n'est pas en cause, il sert à rembourser les clients en cas de faillite de la société. Mais là le niveau est trop haut. Le marché total des primes au Cambodge n'est que d'environ 5 millions de dollars, estime Philippe Lenain. La prime moyenne par habitant et par an n'est que de 42 cents au Cambodge, alors qu'elle

est de 2,5 dollars au Vietnam, qui compte 80 millions d'habitants. Même avec l'assouplissement des dispositions concédé en novembre 2003 par le ministère des Finances (5 millions de dollars de capital payables par tranches d'un million), la barre est trop haute (cn 184).

Ce que souhaitent les trois compagnies, Indochine, Asia et Forte, c'est que le montant du capital obligatoire soit abaissé, et que de son côté le gouvernement fasse appliquer progressivement les dispositions sur l'assurance obligatoire. Dans ce cas, dans 5 ans, le marché atteindrait 30 millions de dollars et un capital de 5 millions de dollars serait justifié.

Quoiqu'il en soit Indochine Insurance a trouvé un puissant partenaire, la MACIF française, qui lui apportera, avec une prise de participation de 40 %, la fin de ces tracasseries. L'accord est conclu, déclarait Philippe Lenain dans une conférence de presse le 17 septembre, on en est à régler les détails. Indochine Insurance devrait prendre le nom de MACIF Cambodia; l'inauguration officielle aura lieu en 2005. Déjà on prévoit d'ouvrir des bureaux en province, à Battambang, à Kompong Cham, à Siem Reap, ...



# LIVRES

## La mondialisation au-delà des mythes

Plusieurs auteurs sous la dir. de Serge Cordellier

**D**épendant comme il l'est du reste du monde, le Cambodge ne peut que s'intéresser à la mondialisation. Son sort dépend de ses voisins proches, comme le montre fortement son histoire, mais de plus en plus aujourd'hui de puissances plus lointaines: le Japon, la Chine, les Etats-Unis, l'Europe.

La mondialisation, la globalisation ce sont des termes très généraux pour désigner une réalité très complexe dans laquelle les décisions n'appartiennent plus seulement aux Etats, mais de plus en plus aux entreprises "globalisantes", à des entités politiques ou économiques régionales, à des organismes à vocation mondiale comme l'ONU et ses agences, à des intérêts économiques et financiers transfrontaliers mal connus, de sorte qu'on pourrait parler au lieu de mondialisation de "configuration enchevêtrée".

Quels seront les effets de la mondialisation sur de petits pays comme le Cambodge ? Il y a des éléments de réponse dans ce livre qui réunit les réflexions de 10 chercheurs, professeurs et auteurs.

Retenons en particulier quelques pages intitulées "**L' économie mondiale, une économie d' archipel**", de P. Veltz.

Première idée: "*le cadre national reste et restera sans doute longtemps encore un référentiel de premier rang, y compris pour les grandes firmes*".

Cependant, observation relativement nouvelle, en tous cas encore mal assimilée: "*l' économie mondiale articule désormais moins des ensembles nationaux homogènes et compacts que des foyers d' accumulation et de croissance infranationaux, des régions, des villes, des métropoles*".

La réalité, c'est que "**les très grandes villes attirent à elles une part énorme de la croissance, de la richesse, du pouvoir**". La production de Tokyo se compare aujourd'hui à celle du Royaume Uni, elle vaut deux fois celle du Brésil - dont plus du quart est concentré à Sao Paulo et Rio". De sorte que "*l' économie mondiale est aujourd' hui inter-métropolitaine autant qu' inter-nationale*".

"*Les dynamiques métropolitaines ne sont pas seulement le cadre physique du nouveau capitalisme mondial, elles en sont en grande partie le moteur et la substance. Et elles lui imprimeront de plus en plus des formes sociales, institutionnelles et culturelles spécifiques*".

Concernant les délocalisations, contrairement à ce que prétend le discours dominant, les flux d' investissements ne vont pas principalement des pays riches vers les pays pauvres, "*ils tissent leur toile principalement au sein des pays développés et, plus précisément, entre les zones les plus dynamiques de ces pays*".

Observons au passage avec l' auteur que le phénomène n' est pas si nouveau que ça: Venise, Gênes, Anvers, Amsterdam ont joué jadis ce rôle de moteurs économiques, financiers, culturels. Aujourd' hui cependant "*les métropoles ne*

*sont plus des systèmes auto-centrés mais de puissants entrecroisements de réseaux multiples*".

Phénomène concomitant: **ces économies métropolitaines semblent de plus en plus déconnectées de ce qui se passe dans leur hinterland (...)** Alors que les réseaux de proximité reliant les villes à leur arrière pays déclinent souvent, les réseaux entre mégavilles se renforcent, donnant naissance à **une économie d' archipel qui dans certaines sphères d' activités financières ou technologiques monopolise littéralement l' activité et les échanges**".



Conséquence: aggravation des inégalités entre zones géographiques, non seulement au sein des espaces nationaux et des grandes régions du monde, mais au sein des métropoles elles-mêmes "qui concentrent la richesse mais aussi la pauvreté". La tentation est grande pour les zones urbaines les plus développées de faire bande à part ...

Or les mécanismes de solidarité existants sont ceux des Etats-nations. Au niveau local, au niveau mondial, rien, ou peu de chose pour freiner les écarts de niveaux de vie.

Le phénomène central de la mondialisation c' est cette "*dissociation entre l' espace des firmes et celui des régulations politiques*". Elle se traduit par la "crise des médiations" entre le système d' accumulation des capitaux d' une part et les systèmes de redistribution de la richesse d' autre part. "*ces économies urbaines sont des systèmes complètement ouverts qui n' offrent aucune garantie d' équité et de solidarité*".

L' auteur ne cite pas particulièrement le cas du Cambodge, mais ses observations mettent bien en évidence les dangers qui le guettent, à mesure que son économie se développe et qu' elle accède à l' économie internationale: danger d' un écart croissant entre le niveau de vie des villes (de Phnom Penh) et celui des campagnes; et danger d' un écart croissant entre ceux qui, en ville, participent à l' économie internationale, et les autres.

Si vraiment apparaît et se développe une "économie d' archipels" formée par de puissantes concentrations urbaines qui ont tendance à se désintéresser des espaces intermédiaires, le Cambodge ne risque-t-il pas de se retrouver isolé, délaissé, loin de Bangkok, de Tokyo, de Shanghai ?

La réponse pourrait être double. D' une part, ces énormes concentrations urbaines consommeront toujours plus de denrées alimentaires: aux pays à vocation agricole, donc, de s' en faire les pourvoyeurs, en cherchant les meilleures spécialisations; et de même pour les industries légères. D' autre part, il reste à développer et à rendre plus efficaces les systèmes freinage des inégalités, de répartition des richesses, qui existent. Ils marchent assez mal c' est vrai, mais l' horizon n' est pas bouché.

**La mondialisation au-delà des mythes**, 10 auteurs, 172 p., La Découverte, 2000.



CAMBODGE  
NOUVEAU  
le journal  
des  
dévidgurs  
votre  
meilleur  
investis-  
sement

Publié par la SERIC  
Directeur - rédacteur en chef  
**Alain Gascuel**  
Photos Art Studio, etc ...  
Impression CIC Centre  
Informatique du Cambodge

58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

**CAMBODGE NOUVEAU**  
tel 023 214 610 mobile 012 803 410  
E-mail [cn@forum.org.kh](mailto:cn@forum.org.kh)

Mekong Libris

Votre  
Librairie Française  
au cœur de  
Phnom Penh !

Place de la Poste Centrale, Phnom Penh

Enlaid-eg. distri@vovint.com.kh • Tél: 023 222 51 • 012 804 751



## MEDIAS

### Radio et TV en province

Le ministère de l'Information projette d'établir, de 2005 à 2008, des réseaux de TV dans les provinces, particulièrement les provinces frontalières. Des stations de radio, indépendantes du ministère, seront créées dans les principales provinces. Il s'agit de donner accès à l'information régionale et nationale à ceux qui ne l'ont pas encore, a déclaré le ministre de l'information Khieu Kanharith. D'autre part l'AKP, Agence Kampuchea presse va reprendre son activité. [d'après *Kampuchea Thmey* 12.9., trad. *The Mirror*].

### WTO-OMC: auront-ils le courage ?

Etant donné les faiblesses passées, certains craignent que les responsables cambodgiens n'aient pas le courage d'imposer les réformes radicales que demande l'OMC/WTO. Il s'agit d'adopter les lois et les règlements et de les appliquer de façon transparente, d'atteindre ainsi les normes internationales, tant dans le secteur privé que dans le secteur public. Le Premier ministre le 20 août a tenu à rassurer. Le gouvernement va réduire les coûts supportés par les entreprises, y compris les frais d'enregistrement, diminuer la bureaucratie, diminuer la corruption, renforcer l'application de la loi. Selon le Secrétaire d'Etat au Commerce Sok Siphana l'entrée dans l'OMC contraint le Cambodge à atteindre les normes internationales, et va donner confiance aux investisseurs, créer des opportunités notamment pour les exportateurs. D'autres craignent que la diminution des droits aux importations (par exemple 25% seulement pour les produits agricoles) ne nuise aux producteurs locaux; et que l'interdiction d'importer des "génériques" n'empêche le traitement de milliers de gens atteints du sida. [d'après *Far Eastern Economic Review* 2.10.04]

### Sam Rainsy accuse

Au nombre des accusations lancées sur e-mail par *Samngati* ("khmer intelligence"), inspiré par le leader de l'opposition Sam Rainsy: - le président de l'Assemblée nationale Norodom Ranariddh, l'ancien

secrétaire général de l'Assemblée Kol Pheng et le président de la commission des finances Cheam Yeap se sont partagés une commission de 15 millions de dollars donnée par le constructeur de la nouvelle Assemblée nationale; - les toitures de l'Assemblée nationale ont été rénovées 3 fois en 5 ans, au coût chaque fois de 800 000 dollars, le coût réel de chacune n'excédant pas 200 000 dollars; - le nombre des employés à l'Assemblée nationale est passé de moins de 200 en 1998 à 500 en juillet 2003 et 700 en août 2004; - le professeur Claude Gour, qui passe pour avoir rédigé la "loi additive" qui a permis de sortir de l'impasse politique (cn 219) recevrait de Hun Sen 5 millions de dollars de récompense. [d'après e-mail *Samngati* 16 août].

[le *Funcinpec* a porté 3 plaintes pour diffamation contre Sam Rainsy, Chea Poch et Kem Sokha ndr].

### Bangkok: métro

D'ici 6 ans, le réseau de métro de Bangkok, 44 km y compris quelques km souterrains, passera à 291 km. Première phase: 28 nouveaux km de métro aérien qui desserviront notamment, dans 3 ans, le centre ville au nouvel aéroport international. [d'après *Bangkok Post* 8.9]

### Barrages sur le Mékong

Les barrages hydro-électriques construits par la Chine sur le Mékong (Manwan, Dachaoshan), les barrages en construction (Jinhong, Xiaowan) et les barrages en projet (Mengson, Gongguokiao, Nuozhadu, Ganlanba) [cn 187] inquiètent les pays situés en aval. La Chine n'étant pas membre de la Commission du Mékong (MRC), la question devrait être mise à l'ordre du jour des discussions Chine-Asean, estimant les diplomates des pays concernés. De même, le projet du Vietnam de construire trois nouveaux barrages sur la Sesan, après celui de Yali (1998), inquiète le Cambodge. Le Laos de son côté a construit deux barrages sur un affluent du Mékong et en construit quatre autres. Le Mékong jusqu'ici préservé risque de devenir une succession de réservoirs d'eau polluée aux

dépens de millions de gens qui vivent de la pêche [cn 172, 187]. [d'après *Far Eastern Economic Review* 26.8]

### Liaison routière Thaïlande-Laos-Vietnam

Cette "highway 9", élément central du "corridor est-ouest" (cn 216) traversera le Mékong par un pont de 2050 m, destiné aux voitures seulement (le pont de l'Amitié, qui joint Nong Khai à la route de Vientiane comporte une voie ferrée jusqu'au milieu du pont, côté thaïlandais). La route aura 245 km au Laos et 255 au Vietnam. Financement ADB, Thaïlande, Laos, et Japon (JBIC). Cette liaison contribuera à désenclaver le Laos, mais devrait aider aussi au développement du nord-est thaïlandais. La Laos propose une zone spéciale de développement aux investisseurs thaïlandais: location de terrain sans limitation de temps, et exemption de taxes pendant 5 ans. [d'après *Bangkok Post* 9. 8]

### Chine-Union Européenne: lever l'embargo ?

L'Union Européenne envisage de lever l'embargo sur les ventes d'armes à la Chine, décidé il y a 15 ans à la suite des événements de la place Tien An Men. Cette levée pourrait être décidée en décembre, lors de la prochaine réunion annuelle Union Européenne-Chine. Les Etats-Unis s'en inquiètent. Si l'Union Européenne livrait à la Chine des matériels ou des technologies militaires de pointe, malgré ses engagements à ne pas le faire, en cas de conflit entre la Chine et Taïwan le rapport de forces se trouverait modifié. L'armée chinoise dépend pour une large des matériels et des technologies russes, des apports européens lui donneraient nettement plus d'efficacité. Or les Etats-Unis se sont engagés à défendre militairement Taïwan en cas de conflit armé. L'Union Européenne assure que cette levée d'embargo serait purement symbolique, qu'elle enlèverait seulement un frein aux relations Union Européenne-Chine. [d'après *Far Eastern Economic Review* 22.8]





# indochine

## INSURANCE

Nous sommes là pour vous aider

012 812 333

Première compagnie d'assurance du Cambodge, et première compagnie privée à recevoir sa licence, Indochine Insurance est choisie par ceux qui estiment que le service, c'est plus important que tout. Notre ligne téléphonique d'assistance directe vous est ouverte 24h/24, 365 jours par an, il suffit de l'appeler pour que notre équipe soit à vos côtés lorsque vous en avez besoin.

Contactez Indochine dès maintenant.

Automobile

Accidents du Travail

Santé, Évacuation Médicale

Hospitalisation

Tous Risques Chantiers

Assistance Auto

Incendie, Accident et Risque Divers

Consultez régulièrement notre nouveau site web pour plus d'informations, ainsi que pour les "insurance news"

www.indochine.com.kh



No Problem Insurance Park, 55, Rue 178, Phnom Penh Tel: (855 23) 210 701, 210 761 Fax: (855 23) 210 501 Email: insurance@indochine.com.kh Web site: www.indochine.com.kh